

MATISSE  
UMR 8595  
CNRS – Université Paris 1

Colloque

*Etat et régulation sociale*

*Comment penser la cohérence de l'intervention publique ?*

11, 12 et 13 septembre 2006, Paris

**Légitimer la production non marchande et son extension :  
Anticipation, financement et paiement du non marchand,  
trois moments distincts**

**Jean-Marie Harribey**

Maître de conférences

Université Bordeaux IV

Centre d'Economie du développement (IFREDE-GRES)

Avenue Léon Duguit 33608 Pessac cedex

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>  
[harribey@u-bordeaux4.fr](mailto:harribey@u-bordeaux4.fr)

Tel : 05 56 20 15 96

**Résumé**

Le texte montre que les services publics non marchands ont une valeur monétaire non marchande qui n'est pas ponctionnée et détournée mais qui est produite par les travailleurs de ces services. Les impôts et taxes ne sont pas prélevés sur quelque chose de préexistant mais sur un produit national déjà augmenté de la production non marchande. Le travail effectué au sein des services publics ne s'échange pas contre du capital mais il s'échange contre du revenu qui est produit à la suite d'une décision collective anticipant l'existence de besoins collectifs. Le financement monétaire est nécessaire pour que soient impulsées l'activité capitaliste et l'activité publique. Nous distinguons donc l'anticipation de la production, son financement et son paiement comme trois moments du processus de production.

**Abstract**

We try to show that non-saleable services have a non-saleable monetary value which is not extracted from the private sector and redirected to the public sector but produced by the latter. Work done in non-saleable services is not exchanged for capital, nor is it exchanged for levied income. Instead, it is exchanged for income that is produced following a collective decision on the anticipation of collective needs. Monetary financing is necessary to start capitalist activity and public activity. We distinguish anticipation of production, the financing of production and the payment of production. They are three moments of the process of production.

## Introduction

La légitimation des services non marchands se heurte à des impensés aussi bien dans la théorie néo-classique – quelles que soient ses variantes – que dans la théorie marxiste traditionnelle.

Au sein de la première, règne la thèse du caractère parasitaire de l'activité publique non marchande financée par prélèvement sur l'activité marchande des agents privés qui, de ce fait, se voit limitée (effet d'éviction, montée des taux d'intérêt). La conséquence normative de cette approche est de verrouiller la politique monétaire, notamment en interdisant la monétisation des déficits publics, obligeant les Etats à emprunter sur les marchés financiers.

La redécouverte des rendements croissants et des externalités positives a permis à l'édifice néo-classique de retrouver un minimum de réalisme avec la théorie de la croissance endogène puisque l'intervention de l'Etat est jugée nécessaire pour mettre à disposition le bien public (non exclusion et non rivalité) éducation. Mais ce renouveau n'est pas allé jusqu'à remettre en cause le dogme selon lequel le privé finance le public.

Au sein de la théorie marxiste, la conviction du caractère improductif des travailleurs fournissant les services non marchands – quand ce n'est pas des services tout court – est solidement enracinée : ils sont financés par prélèvement sur la plus-value capitaliste. Cette croyance largement répandue chez les marxistes orthodoxes symbolise-t-elle l'incapacité du marxisme commun à penser l'Etat comme autre chose qu'un simple rouage mécaniquement au service de la classe dominante, en excluant toute approche dialectique qui ferait considérer l'Etat comme le lieu où se nouent contradictions et compromis entre les classes sociales ? Or l'Etat capitaliste peut être aussi, selon les rapports de forces sociaux, Etat social ; mieux : pour être vraiment capitaliste, il faut qu'il soit un peu social. Friedrich Engels écrivait ceci [1971, p. 156], oublié par les marxistes postérieurs : « Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l' "ordre"; et ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat. »

Nous disposons certes avec la théorie keynésienne d'une première réfutation des croyances précédentes : en situation de sous-emploi, l'intervention de l'Etat déclenche un effet multiplicateur par la seule vertu d'une propension marginale à consommer comprise entre 0 et 1 et d'autant plus forte que les revenus sont bas. De plus, selon le théorème d'Haavelmo, cette intervention est bénéfique même si la dépense publique supplémentaire est faite à budget équilibré.

Mais cette réfutation nous paraît aujourd'hui insuffisante devant les coups de boutoir de la théorie néo-classique qui, depuis trente ans, a imposé le dogme des prélèvements obligatoires trop élevés. Elle gagnera à être complétée par une approche mettant en évidence la relation entre l'anticipation des besoins collectifs et le financement de la production non marchande que nous distinguerons du paiement de celle-ci.

La communication proposée ici entend prolonger la réflexion engagée dans une série d'articles (le plus récent : Harribey [2004-b]). Dans l'article cité, nous montrions que le travail effectué dans les services non marchands était productif de valeurs d'usage monétaires mais pas de valeur pour le capital et que les travailleurs créaient le revenu qui allait les rémunérer. En d'autres termes, les impôts et taxes n'étaient pas prélevés sur quelque chose de préexistant mais sur un produit national déjà augmenté de la production non marchande. L'argumentation était fondée sur la généralisation du concept keynésien d'anticipation appliquée ici à la décision publique de mettre en œuvre une production non marchande.

Cependant, dans cet article, nous faisons simplement allusion à la nécessité d'une création monétaire pour impulser la dynamique économique, essentiellement la dynamique capitaliste. Nous voulons montrer ici que la croissance des services non marchands exige elle aussi une création monétaire. Celle-ci peut d'ailleurs prendre en théorie deux formes. Une forme directe : financement des déficits publics par avances de la banque centrale au Trésor public. Ou une forme indirecte : emprunts des capitalistes auprès du système bancaire pour acheter les bons du Trésor. Dans le cas où il s'agit d'étendre le secteur non marchand – pour un secteur marchand au moins égal – il est logiquement impossible que cette extension soit financée par l'épargne préalable.

Il s'ensuit que toute « reproduction élargie », capitaliste ou non marchande, exige un financement monétaire préalable. Dès lors, il convient de distinguer le financement de la production non marchande *a priori* et son paiement *a posteriori*. Le financement n'est pas d'une nature distincte de celle qui concerne le financement de la production capitaliste, tandis que le paiement est ici socialisé et non pas privé. Les impôts ne « financent » pas la production non marchande, ils la paient. Les « prélèvements obligatoires » sont en réalité le prix socialisé du service éducation, du service santé, du service justice, etc., dans lequel n'intervient aucune exigence de rémunération du capital, ce qui fait que, par convention, la valeur ajoutée nette de ces services est égale aux salaires versés. Dans la première partie de cet article nous rappellerons l'essentiel de l'argumentation sur le caractère productif du travail dans les services non marchands. Dans la deuxième, nous proposerons une formulation du bouclage macro-économique incluant le financement monétaire de la production marchande et de la production non marchande. Dans la troisième, nous proposerons de définir l'anticipation, le financement et le paiement de toute production comme trois moments du processus de production et de celui de reproduction de l'économie.

## 1. Production de richesse dans les services non marchands

### 1.1. Le concept de travail productif revisité

La définition du travail productif n'a de sens que relativement aux rapports sociaux dominants. Ainsi, la distinction de Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste garde toute sa pertinence pour différencier le travail productif de valeurs d'usage et le travail productif de valeur et de plus-value pour le capital. Au sein du mode de production capitaliste, la plupart des valeurs d'usage se présentent sous la forme monétaire, mais certaines sont marchandes et les autres ne le sont pas. La présentation habituelle selon laquelle, en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives, ou, en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste, aboutit à une impasse logique qu'un raisonnement du type « passage à la limite » permettra de mettre au jour ci-dessous. Je propose de montrer que, lorsque les besoins collectifs sont anticipés, le travail qui y est consacré produit les valeurs d'usage désirées, il produit aussi leur valeur monétaire non marchande et le revenu distribué correspondant.

Schématisons l'économie capitaliste de la manière suivante. Les forces productives sont partagées entre un secteur marchand capitaliste produisant des biens de production et des biens de consommation et un secteur non marchand produisant des services collectifs. Admettons pour l'instant la présentation habituelle : en termes libéraux, l'Etat prélève une part du fruit de l'activité privée pour financer ensuite les dépenses collectives ; en termes marxistes orthodoxes, il prélève une part de la plus-value produite par les travailleurs salariés du secteur capitaliste. Pour qu'une part de la plus-value soit prélevée, il faut au préalable que la plus-value dans son ensemble ait été réalisée, c'est-à-dire qu'elle ait déjà revêtu la forme du profit monétaire.

Or, on sait que le profit monétaire n'est pas possible macroéconomiquement sur la seule base des avances monétaires des capitalistes. Cette contradiction n'est résolue que par l'existence d'un système bancaire qui, grâce à la création monétaire, fait l'avance du profit au système productif capitaliste permettant la réalisation de la plus-value sur le plan macroéconomique et, ainsi, l'accumulation du capital.<sup>1</sup> On retrouve dans ce qui précède une idée commune à Marx [1968], Luxemburg [1972], Kalecki [1966, 1971], Keynes [1969] et Schumpeter [1934]. On peut montrer en effet que la reproduction élargie de période en période a lieu si la création de monnaie de banque centrale est supérieure à la thésaurisation des ménages. Dans le cas où il n'y aurait pas de création de monnaie centrale, pour qu'il y ait tout de même accumulation et reproduction élargie, les ménages devraient déthésauriser, ce qui équivaldrait à une réintroduction de monnaie dans le circuit, monnaie qui en

---

<sup>1</sup>. Sur ce point, voir Harribey [1998-b et 2000].

avait été soustraite.<sup>2</sup> Alain Barrère [1990, p. 28, souligné par l'auteur] énonçait ainsi ce qu'il appelait une règle du circuit : « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autres formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides. (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du processus circulatoire.* » Il y a un corollaire à cette règle que je formule ainsi : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit si elle ne correspond pas à une production réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.*

Dès lors, le système bancaire, voire les rentiers potentiels, anticipant la production et la réalisation de la plus-value anticiperaient du même coup la part qui pourrait être prélevée par l'Etat. Cependant, cette solution, qui permettrait simultanément le profit et la reproduction élargie du système capitaliste, ne résout pas la contradiction propre aux « prélèvements » pour d'autres raisons d'ordre logique.

En effet, dans la problématique du prélèvement de quelque chose existant préalablement, la valeur ajoutée nette (ou produit net) est la même qu'il n'y ait pas d'Etat ou qu'il y en ait un puisqu'il y a un simple transfert de valeur de la sphère capitaliste considérée comme seule productive vers la sphère non marchande considérée comme improductive. Ainsi, l'intervention de l'Etat n'aurait aucune action sur le produit net. On est bien en pleine problématique libérale que le théorème d'Haavelmo visait à contredire<sup>3</sup>. Plus récemment, les théoriciens de la croissance endogène ont mis en évidence l'existence d'externalités positives engendrées par l'Etat. Cependant, l'éducation et la diffusion des connaissances dans lesquelles s'implique l'Etat sont vues comme créatrices de richesses par les externalités positives qu'elles engendrent mais non par leur apport direct indépendamment de leurs effets externes.

Un second problème d'ordre logique doit donc être résolu. Effectuons un raisonnement du type « passage à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit et de revenus nouveaux.

Cependant, il faut encore distinguer, dans ce cas où la production est totalement publique, la part marchande et celle non marchande, cette dernière pouvant être considérée, selon la norme habituelle, comme financée par les surplus prélevés sur la première, l'Etat accumulant ainsi du capital dont une fraction serait destinée à cet emploi. Le raisonnement à la limite doit être alors appliqué à l'évolution relative des productions marchande et non marchande. Si la collectivité décide de socialiser progressivement le financement de toute la production pour lui donner le caractère non marchand, la production marchande de plus en plus réduite ne peut être tenue pour la source de celle qui n'est pas marchande. Par ailleurs, si la distinction entre production matérielle et production immatérielle était envisagée pour faire de la première la source de la seconde, dans la mesure où l'une tend à décliner relativement à l'autre, cette considération se heurterait à la même objection que précédemment. Aussi, de manière générale, l'idée selon laquelle une part croissante de l'activité de production de valeurs d'usage est financée par une autre activité en régression relative continue est insoutenable.

Prenons l'hypothèse inverse où l'éducation serait privatisée et soumise à l'exigence de rentabilité du capital. La production pour le capital augmenterait alors que production tout court et revenu

<sup>2</sup> . Voir Zerbato [1988] et Harribey [2000]. Herland [1991, p. 67] propose une solution au problème de la réalisation des profits. Il construit un schéma où les entreprises font produire 1000 à des salariés qu'elles paient 800. Ceux-ci achètent 800. Le stock de 200, correspondant au profit potentiel de 20% n'est pas vendu. Pour y parvenir, les entreprises distribuent aux capitalistes 20% des 800 déjà encaissés, soit 160 qui servent aux capitalistes à acheter. Puis, par un processus en chaîne, les entreprises distribuent de nouveau 20% des 160, etc., jusqu'à ce que, à la fin du processus, 200 de profits aient été réalisés. Au total, les capitalistes ont récupéré les 800 d'avances et ont réalisé 200 de profits. Cette réalisation s'est-elle faite sans système bancaire créateur de monnaie ? En apparence, oui. En réalité, les capitalistes ont accepté de ne pas récupérer immédiatement la totalité de leurs avances et se sont comportés comme des banquiers en faisant crédit aux entreprises.

<sup>3</sup> . Voir Harribey [2001-a et 2001-b].

seraient inchangés, voire, dans une perspective dynamique, diminueraient à terme si les classes pauvres dont la propension marginale à consommer est plus forte se voyaient privés d'accès aux services éducatifs devenus marchands.

Une critique radicale des dits « prélèvements obligatoires » devient dès lors possible, non point pour délégitimer les services collectifs à l'instar de la doctrine libérale, mais pour critiquer celle-ci dans la mesure où l'idée même d'un prélèvement *préalable* à la production des services collectifs non marchands est une aporie, et du même coup critiquer la vision marxiste la plus couramment rencontrée.

## 1.2. Discussion

La thèse ci-dessus résumée a été l'objet d'une discussion et de critiques, notamment dans le cadre du séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE. La critique la plus générale et la plus synthétique de la thèse que je défends a été faite par Jacques Bidet [2002, 2003]. Il m'adresse trois reproches essentiels. Le premier est que j'aurais abusivement élargi le concept de valeur qui ne pourrait porter que sur les marchandises. Le second est que j'aurais abandonné – pour ce qui concerne la sphère non marchande – la théorie selon laquelle ce n'est pas le travail qui s'échange contre un salaire mais la force de travail. Ainsi, j'aurais substitué subrepticement la notion de salaire rémunérant un service à celle de salaire rémunérant la force de travail, en l'occurrence celle des salariés de la sphère non marchande. La troisième critique consiste à réfuter l'idée que le travail puisse être considéré comme producteur ou créateur de revenu, cette dernière catégorie relevant de la distribution.

### *Elargir le concept de valeur ?*

Lorsque Marx analyse le capitalisme et parle de production de valeur, tout comme lorsqu'il parle de travail productif sans autre précision, il s'est placé dans le cadre du modèle abstrait du capital où bien sûr il ne reste plus que la catégorie production de valeur pour le capital. C'est tout le sens du début du *Livre I* du *Capital*. Mais lorsqu'on analyse une formation sociale concrète, on est bien obligé de tenir compte de l'ensemble des rapports qui existent ou subsistent à côté du rapport social fondamental capitaliste. Donc je n'élargis pas le concept de valeur, je tiens compte de l'imbrication de ces différents rapports. A un moment donné, dans une société dominée par le capitalisme, il y a de la valeur produite pour le capital par la force de travail salariée (cette valeur est monétaire et marchande), il y a de la valeur produite pour elle-même par la force de travail indépendante (elle est également monétaire et marchande), et il y a des services monétaires non marchands. La question est de savoir si on a le droit de qualifier ces derniers de « valeur » monétaire non marchande. Toute valeur est monétaire (sur ce point, tous ceux qui se réclament de Marx sont aujourd'hui d'accord). La réciproque est-elle vraie, c'est-à-dire toute expression monétaire est-elle valeur ? Non, répond Bidet puisqu'il dénie aux services non marchands ce caractère. Je réponds oui, au nom de la thèse selon laquelle la marchandise est une forme de la valeur et la monnaie en est une autre, la plus abstraite car elle est de la valeur par excellence puisque déjà *réalisée*. La question débattue renvoie au statut de la monnaie. Il n'est pas sûr que la monnaie soit encore aujourd'hui bien intégrée au schéma marxien par tous les marxistes. D'où l'importance d'aller voir ce qui se passe du côté de chez Keynes, j'y reviendrai.

### *Abandon du concept de force de travail ?*

La critique concernant mon éventuel abandon du concept de force de travail est importante. Si tel est le cas, je devrai réviser mon jugement ou en tout cas cesser de vouloir intégrer ma thèse à l'intérieur du schéma marxien. Précisons que n'est pas en question l'échange de la force de travail contre salaire au sein de la sphère capitaliste. Il s'agit de savoir si l'emploi du concept de force de travail est compatible avec l'idée que les salariés de la sphère non marchande produisent la valeur qui les rémunère. La preuve que ma thèse serait fautive tiendrait dans le fait que les salariés de la sphère non marchande reçoivent la totalité de ce qu'ils ont produit puisque, par définition, la production nette non marchande est évaluée par son coût en salaires, étant entendu que l'Etat ne réalise pas de profit. Autrement dit, parce qu'il n'y a pas exploitation au sens marxien du terme (pas de prélèvement de plus-value), il n'y aurait pas de valeur produite. Cette « preuve » est facilement réfutable car il existe des contre-exemples. Prenons d'abord le cas du travail indépendant, producteur de valeur marchande, à qui revient la totalité de la valeur du produit, bien que celle-ci excède le plus souvent la quantité nécessaire à l'achat de biens de consommation par le producteur, lui permettant au moins de

renouveler son outil de travail ; ici, valeur mais point de force de travail salariée ni d'exploitation. Le cas de la sphère non marchande présente un point commun et une différence : pas d'exploitation mais force de travail salariée. On est donc ramené à la discussion précédente sur la catégorie valeur. Je considère que la spécificité du rapport salarial hybride constitué par le cas de la sphère non marchande réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait plus-value pour qu'il y ait valeur, sauf bien sûr si l'on parle de valeur produite pour le capital. Mais dans ce dernier cas, il n'y a même pas besoin de discuter car nous sommes d'accord. Sur le point controversé, en termes logiques, la condition nécessaire pour qu'il y ait plus-value est qu'il y ait valeur (plus-value  $\Rightarrow$  valeur) mais la réciproque n'est pas vraie (on ne peut pas écrire : plus-value  $\Leftrightarrow$  valeur).

Les fonctionnaires travaillent-ils plus longtemps que le temps nécessaire à la production des biens salaires qui leur sont nécessaires ? Si oui, il faut en tirer la conclusion qu'ils effectuent un surtravail. Mais où est la plus-value prélevée par l'Etat et correspondant à ce surtravail ? Il y a là, me semble-t-il, une contradiction. S'ils sont exploités au strict sens marxien du terme, c'est qu'ils produisent une valeur que la tradition s'attache à nier. Ne s'agit-il pas d'une nouvelle contradiction ? Si l'on met de côté ici le fait que la notion de salaire comme panier de marchandises est une notion classique mais en partie seulement marxienne car il faudrait y introduire le facteur rapport de forces, on est obligé pour sortir de ces contradictions d'admettre que les employés de l'Etat ne sont pas des salariés identiques à ceux employés par les capitalistes. Ils échangent leur force de travail contre un salaire qui, pour des raisons socio-institutionnelles elles-mêmes liées à un choix collectif et/ou à un rapport de forces dans la société, se trouve correspondre, *par convention sociale*, à l'évaluation monétaire des services nets rendus à la collectivité. Y a-t-il là un risque d'abandon du concept de force de travail ? Pas du tout. Il y a simplement la prise en compte du caractère particulier du rapport non marchand qui présente deux aspects originaux : le paiement du service est détaché de sa consommation individuelle et la force de travail n'y produit pas de plus-value appropriable. En d'autres termes, cette conception du salaire des fonctionnaires ne remet pas en cause l'analyse de l'exploitation capitaliste, elle constate que l'exploitation (au sens de prélèvement de plus-value) des fonctionnaires est introuvable. La production non marchande n'est donc pas une « production salariale » à proprement parler car elle n'est pas conforme à la production salariale capitaliste. Peut-être même, pourrions-nous avancer vers l'idée que la force de travail dans la sphère non marchande soit une *pré-figure* d'une non marchandise, et cela d'autant plus que les droits sociaux et les garanties sociales afférents à cette condition sont élevés.

#### *La production de revenu ?*

Reste le troisième problème. La catégorie de revenu a-t-elle sa place dans l'analyse de la production ? La « création de revenu » doit être prise dans le sens où l'on parle, à la suite de Keynes, de la création du revenu national équivalent au produit national. Le terme de revenu que j'emploie ne renvoie pas à l'acceptation de Smith quand celui-ci traitait du travail du domestique s'échangeant contre du revenu.<sup>4</sup>

Si l'on admet que l'action de l'Etat a une action sur le produit net, alors il s'en déduit que les salariés de l'Etat produisent une valeur nette et qu'il faut abandonner l'idée de valeur prélevée. Peut-on agréger deux entités relevant de deux champs distincts, le marchand et le non marchand ? Si la monnaie n'existait pas, on pourrait légitimement s'interroger sur cette difficulté, mais l'idée d'hétérogénéité des deux champs n'implique pas que l'une des deux grandeurs soit financée par l'autre.

Pourquoi tant d'insistance à vouloir inclure une partie de l'héritage keynésien à l'intérieur du schéma analytique marxien ? Parce que l'apport principal de Keynes est d'avoir approfondi, à son corps défendant d'ailleurs, certaines intuitions fécondes de Marx. La principale pour le sujet traité concerne la monnaie, et plus précisément la création monétaire. Sans création monétaire, il n'y a pas d'accumulation capitaliste macro-économique car il n'y a pas de profit possible sur le plan global. Mais surtout ici, la prise en compte de la création monétaire oblige à poser la question suivante : que devient la thèse du « prélèvement » lorsque la dépense publique est financée par création monétaire ? Elle s'écroule. Autrement dit, cette thèse ne tiendrait au mieux que dans le cas d'une épargne (consentante ou forcée) préalable. Bref, les marxistes qui s'arc-boutent sur la thèse du « prélèvement » ne peuvent pas faire autrement que de rejoindre la thèse selon laquelle c'est l'épargne qui engendre

<sup>4</sup>. J'ai montré dans Harribey [2004-b] que le domestique de Smith créait le revenu qui le rémunérait.

l'investissement. En cela, ils sont pré-keynésiens et plus proches de Say ou de Hayek que de Marx qui n'avait cessé de combattre les idées du premier. N'oublions pas que cette théorie de l'épargne a pour suite logique celle de l'effet d'éviction du privé par le public.

Enfin, et ce point est pour moi décisif, personne n'apporte de réponse satisfaisante à la question : sur quoi le « prélèvement » est-il effectué ? « La force de travail des fonctionnaires produisant des biens non marchands, tels que l'éducation, etc., s'échange effectivement contre une valeur *prélevée*, c'est-à-dire contre un salaire qui est issu de l'impôt » écrit Bidet [2002]. Entendons-nous bien : je ne nie pas l'impôt, je demande sur quoi il est prélevé. Réponse sous-entendue des marxistes orthodoxes : sur la plus-value (ou, par extension, sur la valeur) produite dans la sphère capitaliste. Cette réponse fait silence total sur la question logique que j'ai posée et que j'ai rappelée plus haut : *comment imaginer un prélèvement sur une base soit qui n'existerait pas ou plus, soit qui devrait résulter de ce prélèvement ?*

Dissipons un éventuel malentendu. Le travail et les ressources matérielles affectées à telle activité ne sont plus disponibles pour une autre. Mais il n'y a aucune raison de supposer *a priori* que le travail affecté à l'activité A fait vivre l'activité B sans envisager la réciproque et encore moins l'interdépendance entre elles. Les besoins humains sont satisfaits par des valeurs d'usage matérielles ou immatérielles produites sous la coupe du capital ou de la collectivité (le classement matériel/immatériel ne recoupant pas celui privé/public ni celui marchand/non marchand). Le fait que certaines valeurs d'usage ne s'obtiennent que par la médiation du capital qui en profite au passage n'implique pas l'idée que ce soit le marchand qui donne naissance au non marchand ; mieux, cela n'implique pas que la valeur monétaire non marchande soit quantitativement incluse dans la valeur monétaire marchande, ce qui est obligatoire dans la vision traditionnelle.

#### *La monnaie, passerelle entre travail et lien social*

Dans un article récent, Bernard Friot [2005] s'est référé à la thèse que je défends pour développer l'idée que les actifs ne font pas vivre les inactifs mais que les revenus qu'ils perçoivent (retraites, allocations chômage, etc.) sont la valeur que la société attribue au travail libre qu'ils effectuent. Plus précisément : « les *cotisations sociales* sont, de la même manière, non pas une part de la valeur attribuée au travail des producteurs du bien B, mais de la monnaie qui attribue de la valeur au travail des producteurs et des bénéficiaires des prestations sociales : le travail subordonné sous forme non capitaliste des infirmières et des médecins ou des travailleurs sociaux si le service de santé et le service social sont financés par les cotisations, le travail libre des membres des ménages bénéficiaires des allocations familiales et celui des chômeurs ou des retraités touchant des indemnités ou des pensions ». Ce point de vue est selon moi critiquable pour au moins deux raisons.

D'une part, les cotisations sociales ne peuvent à la fois rémunérer les producteurs de services de soins et les bénéficiaires de ces soins. Les infirmières et les médecins produisent les soins, les malades les consomment.

D'autre part, la place donnée à la monnaie rompt avec une interprétation marxo-keynésienne de celle-ci et rejoint semble-t-il une interprétation essentialiste bien développée par Michel Aglietta et André Orléan [1982, 1998, 2002] qui entendent se passer de toute théorie de la valeur, et que critique Jacques Sapir [2005]. « Le travail ne produit pas de valeur, il produit de la richesse ou de la nuisance ; la valeur est un attribut du travail et non pas un produit du travail. », écrit Friot [2005]. Il y a ici, à mon sens, un oubli de la distinction entre travail concret et travail abstrait et ce n'est plus le travail abstrait qui crée la valeur. Ensuite, puisque la monnaie est l'instrument par lequel passe la validation sociale du travail *collectif*, Friot en tire la conclusion que tout revenu monétaire valide un travail productif. Or il s'agit d'un retournement abusif d'une implication logique qui n'est vraie que dans un seul sens : validation sociale du travail au sein du capitalisme  $\Rightarrow$  monnaie, mais non l'inverse. Friot ajoute : « Si nos PIB doublent tous les quarante ou cinquante ans en monnaie constante, ce n'est pas parce que les produits du travail (richesse et nuisance confondues) ont doublé en quantité ou en qualité : c'est parce que la valeur attribuée au travail a doublé. » Cette phrase est contradictoire. Si le PIB double en monnaie constante, c'est qu'il a doublé en volume, sinon « la valeur attribuée au travail » n'aurait pas pu doubler en monnaie constante (à partage salaires-profits inchangé), c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat.

De mon point de vue, Friot confond l'instrument par lequel s'exprime la validation du travail social – soit sur le marché, soit par décision publique – et le déterminant de la valeur des marchandises en

général et de la force de travail en particulier, dont d'ailleurs Friot consacre la disparition puisqu'il propose de ne plus parler que de « travail » et de « valeur du travail ».

En rompant la dialectique entre valeur d'usage et valeur d'échange, Friot ne peut plus considérer que la valeur d'usage est une condition nécessaire de la valeur, une « porte-valeur ». Autrement dit, les individus n'ont plus besoin de participer au processus de production de valeur d'usage pour être productif de valeur : le sourire de l'handicapé pour remercier le personnel soignant des services que celui-ci lui rend pourrait-il alors être considéré comme du « travail » ? Cette thèse serait intenable. Par bien des côtés, elle rejoint celles défendues par Michael Hardt et Toni Negri [2000] qui voient du travail productif partout, même dans la file d'attente des chômeurs devant l'Agence de l'emploi.<sup>5</sup>

### *Quelle convergence ?*

Le fond de cette affaire est bien dans le type des rapports sociaux qui préside à la production de valeur et à sa validation. L'articulation entre production et validation me paraît résider dans le fait monétaire. La monnaie considérée comme l'*institution sociale* sans laquelle, premièrement, la vente sur le marché de la marchandise ne pourrait avoir lieu, c'est-à-dire la valeur ne serait pas validée en même temps que l'anticipation capitaliste, et sans laquelle, deuxièmement, l'anticipation et la validation conjointes des besoins collectifs ne pourraient être inaugurées. La monnaie est un opérateur social d'homogénéisation.

La question de la validation est une question-clé. Aussi bien pour ce qui concerne la marchandise que pour les services non marchands. Pour la première, la validation procurée par la *réalisation* de la valeur (théorisée par Marx) est une conséquence attendue mais hypothétique de l'anticipation (théorisée par Keynes) ; elle n'obéit qu'à la loi du marché. Parce qu'elle trouve acquéreur pour sa valeur d'usage, la marchandise est validée en tant que valeur. Marx disait que la valeur d'usage était une « porte-valeur ». Pour les services non marchands, l'adéquation entre l'anticipation et la validation pose évidemment les problèmes de la pertinence sociale du choix et de son caractère démocratique, mais ce n'est pas l'objet de la théorie esquissée ici. La question abordée est celle du travail immédiatement social, c'est-à-dire validé *ex ante*. Le fait que les économistes néo-classiques ne pensent pas la monnaie devrait nous rendre méfiants et nous aider à reprendre un programme de critique de l'économie politique sur la question du non marchand.

## **2. Le bouclage macro-économique**

La plus-value ne peut être « réalisée », c'est-à-dire transformée en profit monétaire sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes. En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net et des biens d'investissement public, il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. L'injection de monnaie privée suffit-elle ? Cela pourrait suffire si le système bancaire n'était composé que d'une seule banque. Mais la compensation entre banques ordinaires exigeant une monnaie publique, l'injection du flux nécessite elle-même l'injection d'un flux de monnaie de banque centrale qui ne peut être émise qu'en contrepartie d'une avance à l'Etat, d'une avance à l'étranger ou d'un refinancement des banques ordinaires. La création monétaire s'effectue-t-elle *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré. Dans la pratique, les entreprises capitalistes anticipent un volume de production qu'elles pensent pouvoir vendre, par là-même, elles anticipent leur profit, et elles expriment auprès du système bancaire la demande de crédit indispensable au lancement de la production en vue de réaliser du profit. Mais les banques ordinaires ne pourraient anticiper le résultat du processus de production, c'est-à-dire ne pourraient pré-valider<sup>6</sup> le travail social effectué au cours de ce processus si elles n'étaient pas certaines que la banque centrale valide leur pré-validation. L'accumulation nette du capital qui n'est autre chose

<sup>5</sup> . Voir une critique dans Husson [2003] et Harribey [2004-a].

<sup>6</sup> . Lipietz [1983, p. 147] parle d' « anté-validation ».



que la réalisation du profit monétaire non distribué nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle que Lipietz appelle « endogène au système économique »<sup>7</sup>. Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'Etat était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait montré que l'existence d'un Etat était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande, ce qui est la définition même de l'accumulation du capital.

Utilisons les schémas de la reproduction de Marx et intégrons-y l'Etat producteur de services non marchands.

- 1 : section des biens de production ;
- 2 : section des biens de consommation marchands ;
- 3 : section des services non marchands

En appelant  $C$  le capital constant,  $V$  le capital variable,  $M$  la plus-value,

$\alpha$  la part de la plus-value accumulée par les capitalistes,  $\beta$  la part de la plus-value consommée par les capitalistes,  $\gamma$  la part de la plus-value prélevée par l'Etat,  $\chi$  la part de la plus-value épargnée par les capitalistes :  $\alpha + \beta + \gamma + \chi = 1$ ,

$\lambda$  la part des prélèvements utilisée par l'Etat à acheter des équipements, et  $\eta$  la part des prélèvements utilisée par l'Etat à verser des salaires :  $\gamma = \lambda + \eta$  ; on nomme respectivement  $C_3$  et  $I_3$  le renouvellement des équipements publics et l'investissement net public,

$\delta$  la part de salaires consommées,  $\sigma$  la part de salaires épargnée,  $\mu$  la part de salaires prélevée en impôts :  $\delta + \sigma + \mu = 1$ .

$O$  l'offre d'une section,  $D$  la demande s'adressant à une section.

En début de période, les entreprises reçoivent des commandes correspondant aux avances en capital constant de renouvellement et aux avances en salaires, mais ne peuvent pas récupérer plus que les sommes versées.

	Avances en capital	Commandes s'adressant à	Manques pour boucler le circuit
Section 1	$C_1 + V_1$	$C_1 + C_2 + C_3 + I_3$	$\alpha(M_1 + M_2)$
Section 2	$C_2 + V_2$	$\delta(V_1 + V_2 + V_3)$	$\beta(M_1 + M_2)$
	Avances publiques	Paiement socialisé	
Etat	$C_3 + V_3 + I_3$	$\mu(V_1 + V_2 + V_3)$	$\gamma(M_1 + M_2)$

Si le cycle s'achevait ainsi, aucune des deux sections capitalistes ne pourrait acheter les biens qui permettraient à l'autre de « réaliser » la plus-value que l'emploi de la force de travail leur a permis de créer. Il n'y aura donc pas possibilité d'investir et d'enclencher l'accumulation.

L'anticipation de  $M_1$  et de  $M_2$  qui est à la base de la décision d'investir des entreprises nécessite donc l'injection de monnaie dans le circuit. Le système bancaire accepte de mettre à disposition un flux de monnaie supplémentaire en anticipant la capacité des entreprises capitalistes à faire produire de la plus-value. A la condition de connaître la vitesse de circulation de la monnaie qui mesure le nombre de fois qu'une même unité monétaire se transforme en capital-argent pendant le temps de rotation du capital, on peut estimer le flux nécessaire par le rapport du profit espéré et de la vitesse de circulation. Lorsque le cycle est accompli, les entreprises ont été en mesure d'acheter les biens d'équipements correspondant à l'accumulation nette.

A ce moment-là, le profit monétaire est possible, de même que la reproduction élargie, puisque chaque section a en sa possession :

<sup>7</sup>. Lipietz [1983, p. 151] : le système économique est entendu ici comme le secteur privé. Zerbatto [1990, p. 104] parle de « dualité » d'une monnaie endogène privée et d'une monnaie exogène publique ; voir aussi Zerbatto [1989].

Section 1	$C_1 + C_2 + C_3 + I_3 + \alpha(M_1 + M_2)$
Section 2	$\delta(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2)$
Etat	$\mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2)$

Le circuit global s'établit ainsi :

$$O_1 = C_1 + V_1 + M_1 \quad (1)$$

$$O_2 = C_2 + V_2 + M_2 \quad (2)$$

$$O_3 = C_3 + V_3 + I_3 \quad (3)$$

$$D_1 = C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2) + I_3 \quad (4)$$

$$D_2 = \delta(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2) \quad (5)$$

$$D_3 = \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) \quad (6)$$

$$\text{Le système bancaire avance aux sections 1, 2 et 3 : } F_1 + F_2 + F_3 \quad (7)$$

En retour un flux d'épargne provenant des salariés et des capitalistes est déposé dans les banques :

$$\sigma(V_1 + V_2 + V_3) + \chi(M_1 + M_2) = (1 - \alpha - \beta - \gamma)(M_1 + M_2) \quad (8)$$

L'équilibre global s'établit selon le schéma 1 suivant.

Pour chaque pôle du schéma l'équilibre emplois-ressources est respecté :

- Banques :

$$\text{Emplois } (F_1 + F_2 + F_3) = \text{Ressources } [(1 - \alpha - \beta - \gamma)M_1 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_2 + (1 - \mu - \delta)(V_1 + V_2 + V_3)]$$

- Section 1 :

$$\text{Emplois } [C_1 + \alpha M_1 + \beta M_1 + V_1 + \gamma M_1 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_1] = \text{Ressources } (F_1 + C_1 + \alpha M_1 + C_2 + \alpha M_2 + C_3 + M_3)$$

- Section 2 :

$$\text{Emplois } [C_2 + \alpha M_2 + \beta M_2 + V_2 + \gamma M_2 + (1 - \alpha - \beta - \gamma)M_2] = \text{Ressources } [F_2 + \beta M_1 + \beta M_2 + \delta(V_1 + V_2 + V_3)]$$

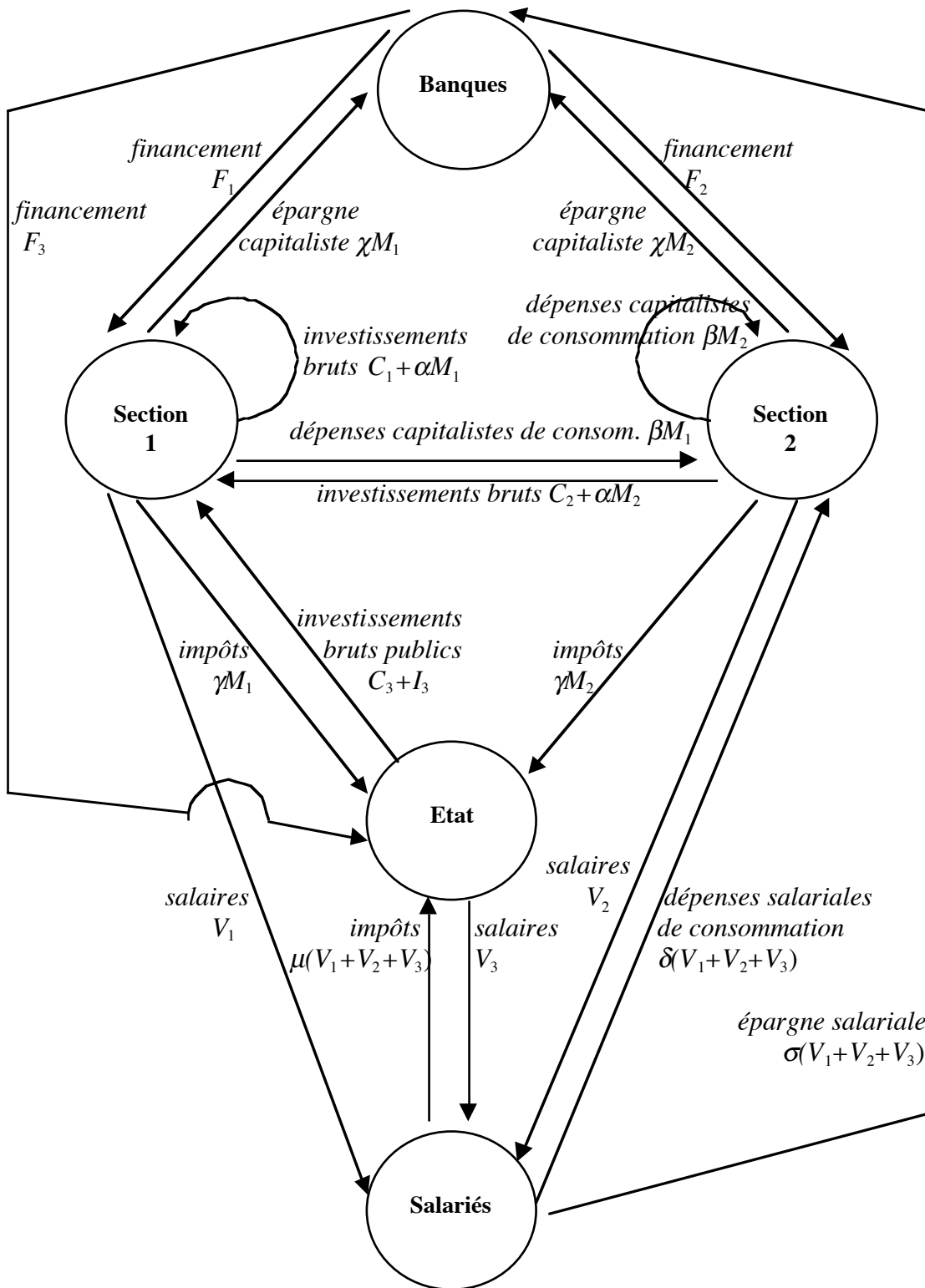
- Etat :

$$\text{Emplois } (C_3 + V_3 + I_3) = \text{Ressources } [F_3 + \gamma M_1 + \gamma M_2 + \mu(V_1 + V_2 + V_3)]$$

- Salariés :

$$\text{Emplois } [\mu(V_1 + V_2 + V_3) + \delta(V_1 + V_2 + V_3) + (1 - \mu - \delta)(V_1 + V_2 + V_3)] = \text{Ressources } (V_1 + V_2 + V_3)$$

Schéma 1 : le circuit capitaliste



En intégrant le financement monétaire dans les schémas de la reproduction élargie, on obtient les conditions d'équilibre :

$$C_1 + V_1 + M_1 = C_1 + C_2 + C_3 + \alpha(M_1 + M_2) + I_3 + F_1$$

c'est-à-dire  $V_1 + (1 - \alpha) M_1 = C_2 + C_3 + \alpha M_2 + I_3 + F_1$  (9)

$$C_2 + V_2 + M_2 = \delta(V_1 + V_2 + V_3) + \beta(M_1 + M_2) + F_2$$

c'est-à-dire  $C_2 + (1 - \beta) M_2 = V_1 + V_3 - (\mu + \sigma)(V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1 + F_2$  (10)

$$C_3 + V_3 + I_3 = \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) + F_3$$

c'est-à-dire  $V_3 = \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) + F_3 - C_3 - I_3$  (11)

$$F_1 + F_2 + F_3 = \chi(M_1 + M_2) + \sigma(V_1 + V_2 + V_3)$$

$\sigma(V_1 + V_2 + V_3) = F_1 + F_2 + F_3 - \chi(M_1 + M_2)$  (12)

(11) dans (10) :

$$C_2 + (1 - \beta) M_2 = V_1 + \mu(V_1 + V_2 + V_3) + \gamma(M_1 + M_2) + F_3 - C_3 - I_3 - (\mu + \sigma)(V_1 + V_2 + V_3) + \beta M_1 + F_2$$

c'est-à-dire  $C_2 + C_3 + (1 - \beta - \gamma) M_2 = V_1 + (\beta + \gamma) M_1 - \sigma(V_1 + V_2 + V_3) - I_3 + F_2 + F_3$  (13)

(12) dans (13) :

$$C_2 + C_3 + (1 - \beta - \gamma) M_2 = V_1 + (\beta + \gamma) M_1 - F_1 - F_2 - F_3 + \chi(M_1 + M_2) - I_3 + F_2 + F_3$$

c'est-à-dire  $C_2 + C_3 + \alpha M_2 + I_3 + F_1 = V_1 + (1 - \alpha) M_1$  (14)

Les conditions (10) et (14) sont identiques. Le système est en équilibre et peut se reproduire parce que la création monétaire anticipe le profit capitaliste et la production publique non marchande. D'un point de vue logique, il n'est donc pas besoin que l'activité capitaliste finance préalablement les dépenses publiques. Celles-ci sont impulsées monétairement et l'équilibre des comptes publics se fait *a posteriori*.

### 3. Financement et paiement

On suggère ici de partir du concept keynésien d'anticipation et d'en étendre le champ d'application à toutes les activités. Il y a dans notre système économique deux catégories d'agents producteurs : les entreprises privées et la collectivité publique. Comme l'expliqua Keynes, les premières décident de produire quand elles anticipent des débouchés (la demande dite effective) pour leurs marchandises qui répondent à des besoins solvables. Elles réalisent alors des investissements et mettent en circulation des salaires. La vente sur le marché valide cette anticipation, la mévente la sanctionnerait. Quant aux administrations publiques, anticipant l'existence de besoins collectifs, elles réalisent des investissements publics et embauchent aussi. Dans ce second cas, la validation est effectuée *ex ante* par une décision collective et se confond avec l'anticipation. Dans les deux cas, l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements privés et publics lance la machine économique et elle engendre la production de biens et services privés marchands et de services publics non marchands. De la même façon que les salaires versés vont *ensuite* être dépensés pour acheter les biens marchands, le paiement de l'impôt vient, *après* que les services collectifs sont produits, exprimer l'accord de la population pour que soient assurées l'éducation, la protection sociale, la sécurité et la justice. L'anticipation de services publics et leur production par les administrations publiques précèdent donc logiquement leur « paiement » de type collectif par les usagers. L'expression « les impôts financent les dépenses publiques » est trompeuse. L'ambiguïté provient de la confusion entre *financement* et *paiement*. La production capitaliste est financée par les avances de capital en investissements et salaires, avances dont la croissance sur le plan macro-économique est permise par la création monétaire, et les consommateurs paient. Quel rôle joue l'impôt vis-à-vis de la production non

marchande ? Il en est le paiement socialisé. Le contribuable ne « finance » pas plus l'école ou l'hôpital que l'acheteur d'automobile ne « finance » les chaînes de montage. Car le financement est préalable à la production, que celle-ci soit marchande ou non marchande. Et le paiement, privé ou socialisé, lui est postérieur. De plus, l'activité productive supplémentaire engendre un revenu supplémentaire et donc une épargne supplémentaire qui reflue et vient s'ajuster à l'investissement supplémentaire déclencheur, tant privé que public. La confusion entre financement préalable et paiement est du même ordre que celle que critique Franck Van de Velde [2005, p.99] : « La notion de "fonds prêtables" elle-même procède d'une confusion entre le préfinancement bancaire de la production de biens d'équipement et le financement définitif de l'investissement par l'épargne. »

On pourrait objecter que les impôts d'une année servent à payer les dépenses publiques de l'année suivante et ainsi de suite. Mais cet argument déplace la discussion du plan logique au plan historique et la recherche d'une chronologie débouche sur une impasse. Il convient donc d'apporter une réponse logique à un problème d'ordre logique : l'économie capitaliste étant une économie monétaire, pourrait-on effectuer des prélèvements sur une base qui n'aurait pas encore été produite et, pis, qui devrait résulter de ces prélèvements ? Puisque c'est logiquement impossible, le retournement s'impose : la production non marchande et les revenus monétaires qui y correspondent précèdent les prélèvements.

Certes, le paiement de l'impôt permet – tout comme les achats privés des consommateurs – au cycle productif de se reproduire de période en période. Mais il y a deux impensés dans l'idéologie libérale. Premièrement, il faut rappeler que ce sont les travailleurs du secteur capitaliste – et non pas les consommateurs – qui créent la valeur monétaire dont une partie sera accaparée par les capitalistes, et ce sont les travailleurs du secteur non marchand – et non pas les contribuables – qui créent la valeur monétaire, quoique non marchande, des services non marchands. Deuxièmement, au sens propre, le financement désigne l'impulsion monétaire nécessaire à la production capitaliste et à la production non marchande et l'impulsion monétaire doit être donc distinguée du paiement.

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de pré-existant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est *produite*. Dès lors, dire que l'investissement public évince l'investissement privé n'a pas plus de sens que dire que l'investissement de Renault évince celui de Peugeot-S.A. ou d'Aventis. Dire que les salaires des fonctionnaires sont payés grâce à une ponction sur les revenus tirés de la seule activité privée n'a pas plus de portée que si l'on affirmait que les salaires du secteur privé sont payés grâce à une ponction sur les consommateurs, car ce serait ignorer que l'économie capitaliste est un circuit dont les deux actes fondateurs sont la décision privée d'investir pour produire des biens et services marchands et la décision publique d'investir pour produire des services non marchands. L'impôt n'est donc pas un prélèvement sur de la richesse déjà existante, c'est le prix socialisé d'une richesse supplémentaire.

En d'autres termes, les prélèvements obligatoires sont des *suppléments obligatoires consentis socialement* et leur paiement permet qu'ils soient renouvelés de période en période. Mais la pérennité de la production de services collectifs se heurte à une contradiction que seul le débat démocratique peut aider à dépasser : la demande de services collectifs par la société n'est qu'*implicite* car il existe un écart entre le consentement *collectif* à leur existence et les réticences *individuelles* au paiement de l'impôt qui sont nourries à la fois par les profondes inégalités devant celui-ci et par la croyance, entretenue par l'idéologie libérale, que le paiement de l'impôt est contre-productif et spoliateur.

En rendant explicite la demande implicite de services collectifs et de protection sociale, l'Etat en fait un principe d'action dont la logique avait été posée par Keynes. Pour en asseoir la théorie, il suffit d'élargir son concept d'anticipation aux décisions de dépenses publiques : celles-ci sont prises au nom du principe que j'appelle *principe de la demande implicite anticipée des services collectifs*.

A ce stade, il faut sortir d'une analyse purement économique pour intégrer les rapports sociaux au cœur de la compréhension du fonctionnement du circuit capitaliste. Les riches veulent être moins imposés parce qu'ils ne veulent pas *payer* pour les pauvres. Mais pourquoi la politique monétaire est-elle verrouillée par la Banque centrale européenne et le projet de traité constitutionnel interdisait-il aux Etats d'emprunter auprès d'elle ? Le projet de traité constitutionnel européen consacrait l'interdiction faite aux Etats d'emprunter auprès de la Banque centrale européenne, non pas pour *payer* les dépenses publiques mais pour les *financer*, c'est-à-dire en faire l'avance. L'idéologie libérale est hostile à ce que la création monétaire *finance* une production qui ne rapporterait pas un profit. Sauf si l'Etat

comble ses déficits en empruntant auprès des détenteurs de capitaux qui, en outre, bénéficient de facilités de crédit bancaire pour prêter ensuite. C'est ainsi que l'équivalent de plus de 80% de l'impôt sur le revenu en France part en intérêts aux créanciers.

## **Conclusion**

La richesse non marchande n'est pas une ponction sur l'activité marchande, elle est un « plus » provenant d'une décision publique d'utiliser des forces de travail et des équipements disponibles ou soustraits au lucre. Elle est donc socialisée à un double titre : par la décision d'affecter des capacités productives et par celle de répartir socialement la charge du paiement. Insupportable pour l'imaginaire néo-classique.

On comprend aisément pourquoi la politique monétaire est réduite à surveiller le taux d'inflation et placée hors contrôle politique : non seulement la préservation de la rente financière est cruciale pour les détenteurs de titres financiers, mais il s'agit d'éviter à tout prix de favoriser une production non marchande de valeurs d'usage inaccessibles au capital.

L'élucidation de l'énigme de la production non marchande participe à la redéfinition de la richesse indispensable pour endiguer le processus de marchandisation de la société.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> . Voir Harribey [2005 et 2006].

## Bibliographie

- Aglietta M., Orléan A. [1982], *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.  
 [1998], *La monnaie souveraine*, Paris, O. Jacob.  
 [2002], *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, O. Jacob.
- Barrère A. [1990], « Signification générale du circuit : une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 9-34.
- Bidet J. [2002], « L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu, Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/debat-bidet.pdf>.  
 [2003], « Objections adressées à Jean-Marie Harribey au sujet de sa théorie des services publics », Débat avec J.M. Harribey, séminaire « Hétérodoxies » du MATISSE, 24 septembre, <http://perso.wanadoo.fr/jacques.bidet>.  
 [2004], *Explication et reconstruction du Capital*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.
- Bougrine H., Seccareccia M. [2003], « Le rôle des impôts dans l'économie nationale », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 162-176.
- Bousseyrol M. [2000], *Introduction à l'œuvre de Keynes*, Paris, Ellipses.
- Combemale P. [1999], *Introduction à Keynes*, Paris, La Découverte.
- Combemale P., Quilès J.J. [1990], *L'économie par le circuit, comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan.
- Davidson P. [1978], *Money and the real world*, London, Mac Milan.
- Engels F. [1971], *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, 1884, Paris, Ed. sociales.
- Friot B. [2001], « Le salaire universel », *Ecorev, Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre-hiver, p. 29-33.  
 [2005], « Le salariat : pour une approche en termes de régimes de ressources », Communication au séminaire du RESORE, GREE, Nancy, 23-27 septembre, et aux Journées du GDR Economie et Sociologie « Les approches du marché du travail », LEST, Aix-en-Provence, 29-30 septembre.
- Graziani A. [1990], « The theory of the monetary circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 7, ISMEA, p. 7-36.
- Haavelmo T. [1945], « Multipliers effects of a balanced budget », *Econometrica*, vol. 13, octobre, p. 311-318.
- Hardt M., Negri A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Editeur.
- Harribey J.M. [1997-a], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.  
 [1997-b], « Eléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/egalite.pdf>.  
 [1998-a], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.  
 [1998-b], « Marx : des prix de production au circuit monétaire », in Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, p. 157-176.  
 [2000], « Retour sur la "source" du profit », *Documents pour l'Enseignement Economique et Social*, n° 119, mars, p. 39-54.

[2001-a], « Le développement implique l'anticipation des services collectifs : les prélèvements obligatoires sont des suppléments obligatoires », *Revue africaine des sciences économiques et de gestion*, Vol. III, n° 1, janvier-juin, p. 3-38.

[2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in Delaunay J.C., *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 68-111.

[2002], *La démente sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2<sup>e</sup> éd. 2004.

[2004-a], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, Paris, PUF, 2<sup>nd</sup> semestre, p. 151-180.

[2004-b], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Economie appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.

[2005], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS semestrielle*, « Alter-démocratie, alter-économie, Chantiers de l'espérance », n° 26, second semestre, p. 349-365.

[2006], « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'homme et la société*, « Pour une économie politique de la richesse » (coord. Kail M., Lantz P., Sobel R.), Paris, L'Harmattan, p. 27-43.

Herland M. [1977], « A propos de la définition du travail productif, Une incursion chez les grands anciens », *Revue économique*, Vol. XXVIII, n° 1, janvier, p. 109-133.

[1991], *Keynes et la macroéconomie*, Paris, Economica.

Husson M. [2003], « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne, <http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf>.

Kalecki M. [1966], *Théorie de la dynamique économique, Essai sur les variations cycliques et à long terme de l'économie capitaliste*, Paris, Gauthier-Villars.

[1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.

Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.

Lavoie M. [1987], « Monnaie et production : une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, Vol. XXI, n° 9, Série « Monnaie et production », n° 4, ISMEA, p. 65-101.

Luxemburg R. [1972], *L'accumulation du capital*, Paris, F. Maspero.

Marx K. [1965], *Le Capital, Livre I, 1867*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1..

[1968], *Le Capital, Livre II, 1885*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.

Orio L., Quilès J.J. [1993], *L'économie keynésienne, un projet radical*, Paris, Nathan.

Parguez A. [1990], « Le mythe du déficit au regard de la théorie du circuit », *Economies et sociétés*, Vol. XXIV, n° 2, Série « Monnaie et production », n° 6, ISMEA, p. 129-140, reproduit dans *Problèmes économiques*, n° 2208, 16 janvier 1991.

[2003], « Monnaie et capitalisme : la théorie générale du circuit », in Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica, p. 129-142.

Piégay P., Rochon L.P. (sous la dir. de) [2003], *Théories monétaires post-keynésiennes*, Paris, Economica.

Poulon F. [1982], *Macroéconomie approfondie, Equilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas.

[1996], *Economie générale*, Paris, Dunod, 3<sup>e</sup> éd.

Sapir J. [2005], *Quelle économie pour le XXI<sup>e</sup> siècle ?*, Paris, O. Jacob.



Schumpeter J.A., [1934], *Théorie de l'évolution économique*, 1912, Paris, Dalloz.

Smith A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 2 tomes.

Van de Velde F. [2005], *L'économie retrouvée, Monnaie, chômage et capitalisme*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Zerbato M. [1988], « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Economie appliquée*, tome XLII, n° 1, p. 91-113.